

# « TOUSSE » ENSEMBLE

## TRIBUNE INTERSYNDICALE D'INFORMATIONS ET D'APPEL A LA LUTTE POST CONFINEMENT



Blanquer préparant la rentrée.



### EDITO : Pourquoi CE journal MAINTENANT ?

L'intersyndicale gardoise a vécu de beaux moments de luttes ces derniers mois, entre la bataille contre la loi Blanquer, la réforme du Bac, la loi de transformation de la fonction publique et enfin la grève dure contre la réforme des retraites. Le confinement n'a pas éteint notre détermination.

Confinés, oui, cons finis, NON !

De nombreuses décisions politiques en cours ou en projet menacent de plus en plus notre profession et sont résolues à achever la destruction de notre service public national d'éducation.

Depuis la réouverture des écoles dans des conditions sanitaires et de gestion des ressources humaines très discutables, il est difficile d'avoir le temps et l'énergie de se tenir informé des manigances du gouvernement et de maintenir une force de résistance, tant l'urgence et les incertitudes nous mettent dans une fragilité et une sidération sans précédent.

**C'est pourquoi nous, militants FSU, FO, SUD, CGT avons voulu cette tribune pour vous alerter, vous informer et vous mobiliser. ENSEMBLE ! Bonne lecture !**



### Ralentir : école ! \*

( \* D'APRES AMELIE HART-HUTASSE ET CHRISTOPHE CAILLEAUX )

**Contrairement à la volonté du ministre Blanquer de nous transformer en simples exécutants décérébrés et asservis avec son « école de la confiance », être enseignant ne dispense pas d'être intelligent, bien au contraire, et de prendre le temps et le recul nécessaires pour analyser la crise que nous traversons.**

Depuis le début de la crise du Covid, notre vie professionnelle nous échappe. Le gouvernement lui-même a également perdu le contrôle de la situation. Mais s'il a choisi de feindre la maîtrise, la continuité, c'est pour nous contraindre plus encore, à la faveur de la crise, voire à insulter nos professions à la faveur d'une campagne médiatique qui a inventé le terme diffamatoire de « profs décrocheurs », repris sans vergogne par notre ministre. Rappelons, que dès le début de la crise, le 12 mars au matin, Jean-Michel Blanquer affirmait que la fermeture totale des écoles n'était pas envisagée. Démenti dans la journée par le Président de la République, notre ministre changea immédiatement de discours et claironna que tout était prêt pour la « continuité pédagogique ». Par la magie du numérique, l'impensable se muait en évidence pleinement anticipée. Dans les faits, rien n'était prêt et nous avons assisté à une vraie rupture pédagogique – mais aussi sociale et sans doute psychologique. Mais les enseignants, conscients du rôle fondamental de l'école, de la maternelle au lycée, ont redoublé d'efforts et tenté de

maintenir un lien avec leurs élèves, comme ils l'ont pu, sans moyens et parfois jusqu'à l'épuisement.»

**Mais ce qui est né alors dans le chaos et la précipitation ne pouvait et ne pourra jamais être l'école ! Et, depuis le 11 mai, nous n'assurons plus que partiellement notre mission d'enseignement.**

Le risque est grand que la rentrée de septembre, avec sa cohorte de mesures d'exceptions, de projets de réformes et d'aménagements « transitoires » élaborés durant les vacances, participe à un sabotage des fondements de l'école : territorialisation aggravée avec les 2S2C, création d'une fonction de directeur d'école, tentative d'imposer le travail en distanciel...

Pour répondre au mépris que constituent ces décisions issues un système pyramidal et pour contrer un gigantesque sentiment d'impuissance des enseignants, la mobilisation est nécessaire et nous invitons les enseignants à porter le débat dans leurs établissements lors d'AG ou lors d'heures d'information syndicale. Nous devons en effet plus que jamais réfléchir à nos métiers et ne pas laisser notre ministre, bien plus soucieux des intérêts financiers et des lobbys de l'éducation libérale que de l'intérêt public, décider seul. Comme nous le dit Laurence De Cock : « Nous priver de ce temps, c'est mettre l'école en danger » et, comme le disait Gédéon, avec le sourire : « On arrête tout, on réfléchit, et c'est pas triste.

## ACTU

**« Déconfinement » du 11 mai***la négation des fondements de l'école au profit d'une garderie du MEDEF*

Depuis le 11 mai, la reprise échelonnée n'est qu'une succession d'ordres, contre-ordres et d'injonctions quant à l'application du « protocole », à la communication envers les parents, aux droits de garde d'enfants, etc... La liste serait trop longue.

Ce n'est que le dimanche 3 mai, à une semaine de l'échéance du 11 mai, qu'a été rendu public ce qu'ils ont appelé « protocole sanitaire » et qui ne répond en rien aux exigences du code du travail et des organisations syndicales : dépistage systématique des personnels et des élèves et fourniture de masques FFP2.

Le protocole sanitaire, dans le premier comme dans le second degré, s'avère, de plus, non-applicable si les établissements souhaitent rester cohérents avec des objectifs d'apprentissages. Depuis le 11 mai, de nombreux collègues témoignent de leur malaise et de leur indignation. Le retour en classe tel qu'il s'organise constitue un non-sens pédagogique mais aussi une mise en danger tant sanitaire que psychologique.

Il n'y a là aucune cohérence pédagogique, puisque ce que l'on ouvre n'est pas l'école, mais un accueil anxigène d'une partie des élèves. Le gouvernement prétend qu'il s'agit donc d'une mesure sociale, ce qui est bien difficile à entendre au vu des politiques menées depuis le début du quinquennat (et des précédents). Et, quand bien même, la portée sociale de la réouverture est illusoire : les écoles des quartiers populaires sont les moins aptes à suivre le protocole sanitaire et il est vain d'imaginer faire revenir les élèves les plus éloignés de l'école sans moyens humains spécifiques, et sur la seule base du volontariat.

On touche du doigt la réalité de cette « seconde rentrée » comme cela a été dit : il ne s'agit en aucun cas d'une rentrée mais d'une négation totale de l'un des principes fondateurs de l'école de la république, son caractère obligatoire !

Quand le ministre dit « nous sommes prêts », il faut entendre « j'exige que vous soyez prêt et prêtes ! ». C'est une injonction à s'adapter sans délai, en nous poussant à faire un métier qui n'est pas le nôtre, selon des modalités et un rythme qui ne sont pas ceux de la pédagogie.

Il est donc temps d'arrêter la machine, de faire un pas de côté pour intégrer la profonde rupture que nous vivons.

La crise actuelle nous montre que ce sont précisément les biens communs qui nous protègent. Ce sont les services publics de la santé, de l'éducation, de l'énergie ou encore des transports qui sont à renforcer car indispensables pour faire société et nous prémunir des crises sanitaires, sociales et écologiques. Ce sont d'autres champs du service public (petite enfance, perte d'autonomie, environnement, logement ...) qui sont à conquérir pour progresser encore socialement.

À la destruction systématique des services publics, à l'externalisation des missions, nous devons opposer une défense acharnée et collective pour les besoins de toutes et tous. Et cette défense passe par leur gestion démocratique et pensée sur le long terme, dans le partage et la solidarité, ce qui nécessite de les arracher au domaine marchand. C'est par nos luttes et nos réappropriations collectives que nous renforcerons les libertés publiques et le progrès social.

**À la démesure d'un capitalisme destructeur porté par un management productiviste, proposons une école à mesure humaine et émancipatrice.**

## ZOOM

*Enseignement numérique à distance : la négation du rôle l'école au profit d'un productivisme éducatif*

L'enseignement à distance et l'appel à une « nation apprenante » ont mis en grande difficulté élèves, parents et enseignants qui ont été dévorés par un impératif de productivité, accentuant encore les inégalités sociales et territoriales. Ils ont aboli de fait cette possibilité qu'est notre école : un lieu de compréhension mutuelle et d'échanges.

Jean-Michel Blanquer l'a déjà annoncé à l'Assemblée : « l'école de demain sera à distance » et devra dans la durée « articuler présentiel et distanciel ». Cette crise tombe bien pour amplifier la destruction de l'école publique, puisque le ministre est l'un des meilleurs lobbyistes de la Edtech – un secteur qui veut transformer l'éducation en immense marché !

**ZOOM**

***2S2C un pas de plus vers territorialisation de l'école !***

Le ministre profite de la crise sanitaire pour poursuivre et accélérer son entreprise de territorialisation de l'école, via le protocole sanitaire modulable d'une école à une autre et en tentant d'imposer le dispositif « Sport, Santé, Culture et Civisme » (2S2C).

Ce dispositif périscolaire met en place sur le temps scolaire des activités sportives, artistiques ou culturelles confiées à des animateurs payés par les collectivités.

Dans la continuité des réformes précédentes, l'État se désengage donc de ses obligations et renvoie la gestion des écoles aux collectivités locales, ce qui permet de substituer aux professeurs titulaires des animateurs. Il est fort à craindre que les inégalités territoriales soient exacerbées à travers ce dispositif et que soit accrue la dépendance des écoles vis-à-vis des majorités des collectivités.

Pour nos organisations les missions d'enseignements publics doivent inclure toutes les disciplines permettant le développement et l'émancipation des futurs citoyens.

**ZOOM**

***Direction d'école : Non au directeur supérieur hiérarchique à la tête d'écoles autonomes !***

Alors que les personnels ont exprimé leur colère suite au suicide de notre collègue Christine Renon, alors que les directeurs sont en première ligne depuis le début de la crise sanitaire, alors que des collègues sont à bout, le gouvernement décide de proposer une loi visant à créer la fonction de directeur d'école qui sera portée devant l'Assemblée par la députée Rilhac.

Alors que les collègues rejettent la création d'un statut de directeur de manière récurrente, cette proposition de loi donnerait à chaque conseil d'école un pouvoir décisionnaire et créerait un emploi « fonctionnel » de directeur, emploi précaire et à durée déterminée. Le directeur serait ainsi obligé de suivre une « feuille de route » personnalisée imposée par le DASEN et serait chargé de rendre des comptes aux élus locaux lors des conseils d'école.

Ce que veulent les collègues c'est une amélioration des quotités de décharge, une amélioration financière, une aide administrative statutaire dans chaque école et un réel allègement des tâches.

**ZOOM**

***Des postes pour le Gard !!! : Une vraie réponse à la crise sanitaire.***

La mise en place d'un plan d'urgence dans le Gard pour la rentrée 2020 est aujourd'hui incontournable.

L'école à distance a été source d'aggravation des inégalités sociales. Une quantité non négligeable d'élèves a entièrement décroché et les difficultés se sont considérablement accrues, notamment dans les nombreux réseaux d'éducation prioritaire que compte notre département.

Par ailleurs, les conditions de reprise post Covid n'ont pas permis la reprise des enseignements dans des conditions satisfaisantes et mis en difficulté les enseignants et les élèves.

Ce contexte exceptionnel, s'il se prolonge avec des effectifs considérablement réduits dans les classes, exige de prévoir des moyens exceptionnels pour la prochaine rentrée (postes d'enseignant, d'enseignants spécialisés, de Psy EN, d'AESH, d'AED, d'enseignants référents...).

La dotation supplémentaire accordée par la ministre (8 postes supplémentaires dans le 1<sup>er</sup> degré) est largement insuffisante.

## **Appel de l'intersyndicale à la mobilisation :**

### **Il faut, aujourd'hui, commencer à préparer la rentrée !**

Depuis quelques jours déjà, la colère restée sourde en raison du confinement, se remet à gronder, en témoignent les manifestations qui commencent à s'organiser dans tout le pays, notamment chez les personnels hospitaliers ou dans les secteurs où les emplois sont menacés comme chez Renault.

Tous refusent cette société adaptée à la seule réponse aux besoins du capital, où la vie des salariés et de la population n'est rien face à leurs profits... Chaque jour qui passe met en évidence que la crise sanitaire est utilisée pour poursuivre et amplifier les contre-réformes.

La réouverture progressive des écoles a été l'occasion pour le ministre, nous l'avons vu, de mettre en place une école qui n'est plus l'école, une garderie à la carte destinée à répondre aux attentes des employeurs qui veulent faire revenir les parents d'élèves qui sont aussi des salariés quitte à faire subir aux enfants une forme de maltraitance et à remettre en cause les principes fondateurs de l'école publique obligatoire.

Les personnels ont bien compris que ces décisions gouvernementales, qui n'ont rien à voir avec le contexte sanitaire ou social, conduisent à moins d'École, moins de statut, toujours moins d'agents.

Les conditions du « déconfinement » ne sont rien d'autre que la prolongation d'un confinement à géométrie variable adapté aux besoins immédiats du patronat. Elles apparaissent de plus en plus aux yeux de l'immense majorité de la population comme des alibis permettant d'atteindre les objectifs poursuivis par ce gouvernement et qu'il n'a pas abandonné pendant la pandémie : casser le droit du travail, les statuts, museler les revendications et entraver l'action syndicale si elle n'accompagne pas les politiques gouvernementales et patronales.

L'un des moyens utilisés par ce gouvernement est l'instauration de l'état d'urgence qui leur confère les pleins pouvoirs et leur permet d'imposer des conditions de reprise dans tous les secteurs au service exclusif d'un objectif : précipiter la destruction des services publics, accélérer la déréglementation générale, « uberiser » toutes les relations sociales. Il ouvre aussi des brèches dans l'État de droit et remet en cause de nombreuses protections du droit du travail pour les salariés.

Nous, responsables des syndicats enseignants du Gard, condamnons cette remise en cause sans précédent des libertés publiques individuelles et collectives à travers la mise en place de l'« état d'urgence » sanitaire, qui vise à casser la démocratie en installant un régime d'exception contraire aux principes démocratiques et à l'État de droit.

#### **Pour l'intersyndicale, ce sont nos revendications qui sont urgentes et doivent être entendues !**

- **Retrait du dispositif 2S2C et refus des conventions avec les collectivités,**
- **Maintien de l'ensemble des missions du service public d'éducation dans le cadre de l'Éducation Nationale (E.P.S et sport scolaire, disciplines artistiques et culturelles, service public de l'orientation ...).**
- **Annulation des suppressions de postes et création des postes nécessaires car investir dans l'éducation est un gage pour l'avenir de la société.**
- **Titularisation des contractuels et recours à la liste complémentaire dans le 1<sup>er</sup> degré.**
- **Recrutement d'enseignants spécialisés en nombre suffisant.**
- **Abandon de tout projet de loi instaurant une fonction ou un statut de directeur d'école.**
- **Abandon de tout dispositif instaurant le caractère obligatoire du travail numérique à distance,**
- **Levée de l'état d'urgence sanitaire et refus de son prolongement.**
- **Développement d'une médecine de prévention indépendante de l'employeur.**
- **Augmentation immédiate du point d'indice de 18% (compensant la perte de pouvoir d'achat depuis 2000) et rattrapage de +60 pts dans les grilles indiciaires.**
- **Abandon du jour de carence pour tous les fonctionnaires.**

**Il ne pourra y avoir de rentrée en septembre dans ces conditions et**

**c'est aujourd'hui que ça se gagne !**